**Réunion du groupe-pays Bénin de Cités Unies France**

**Lundi 27 juin 2016 de 10h00 à 13h**

Archives départementales et de la métropole de Lyon,

***4 Rue du Général Mouton-Duvernet, 69003 Lyon***

**Compte-rendu**

**Aperçu général**

Les deuxièmes assises de la coopération décentralisée bénino-françaises sont prévues pour le début du mois de novembre. Ces assises sont attendues, les premières s’étant tenues en 2010. Pour les préparer, un groupe de travail est déjà à l’œuvre au Bénin ; certaines collectivités françaises en coopération au Bénin se sont réunies pour échanger sur leurs attentes et faire des suggestions. L’éventualité d’une ouverture des assises à d’autres types d’acteurs a été évoquée et leur européanisation partagée.

**Introduction**

**Max Vincent**, *vice-président à la coopération décentralisée à Lyon Métropole* ouvre la séanceen remerciant tous les participants de leur venue. Il a particulièrement remercié le représentant de l’Ambassade du Bénin en France en la personne de Cosme Arouna. Il a mentionné que l'objectif de cette réunion était la préparation des assises qui se tiendront à Cotonou.

**Rose-Marie Saint Germès-Akar**, *présidente du groupe-pays Bénin*, *a* tenu à mentionner que pour mener à bien la préparation de ces assises, plusieurs réunions du groupe-pays seraient organisées en France. A cet effet, elle a annoncé la date de la prochaine réunion qui est prévue pour le **mardi 13 septembre, de 10h à 13h,** dans les locaux de Cités Unies France, à Paris.

1. **Présentation de l’activité de l’association DAPI[[1]](#footnote-2) – association de soutien aux prisonniers béninois et à leurs familles**

*Sylvie Daubignard[[2]](#footnote-3), présidente DAPI France*

Créée en 2000, l’association DAPI, d’origine béninoise, a pour vocation d'assurer un soutien sanitaire en milieu carcéral aux personnes se retrouvant dans des conditions de vie difficiles et de grande insalubrité. L’accent est mis sur des jeunes et les enfants afin d’améliorer leurs conditions de vie et leur permettre une insertion professionnelle et sociale à leur sortie (ex : leur projet « REVIVRE »).

L’association prête assistance aux prisonniers, à leurs familles et surtout à leurs enfants. 40 à 50 enfants sont soutenus à l’école primaire (internat) et ceux-ci sont suivis jusqu’à la fin de leurs études. DAPI apporte aux prisonniers des aliments, des médicaments. Aussi, DAPI travaille sur la problématique de la détention préventive étant donné qu’une grande majorité de prisonniers se retrouvent dans ce cas.

En 2005, DAPI France a vu le jour sous l’initiative du Dr Daubignard afin de sensibiliser les Français sur les droits de l’Homme et sur les difficultés que l’on rencontre en milieu carcéral au Bénin mais aussi pour récolter des fonds.

A la question de savoir ‘‘comment DAPI travaille avec le gouvernement béninois ?’’, Mme Daubignard a souligné que DAPI Bénin est reconnue et est la seule association ayant le droit d’aller au sein des prisons béninoises porter assistance.

Du fait de la faiblesse des moyens financiers de DAPI, Dr Daubignard souhaiterait un soutien de divers ordres de la part des collectivités dont l’un consisterait à renflouer en livres la bibliothèque de certaines prisons comme celle de Porto Novo qui a été mise en place par le régisseur de la prison. Les collectivités peuvent en effet adhérer à l’association.

1. **Préparation des Assises**

**Astrid Frey** (chargée de mission Bénin, Cités Unies France) annonce que les 2èmes Assises prévues au Bénin (Cotonou ?) se tiendront du 7 au 9 novembre 2016. Elles seront certainement structurées autour de conférences, de rencontres, mais aussi si possible de visites de terrain. Elle a également noté qu’un groupe de travail a déjà été mis en place pour la préparation des assises ; il est constitué :

* du Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l’Administration et de l’Aménagement du Territoire (MDGLAAT) ;
* du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération du Bénin ;
* de l’Association nationale des communes du Bénin (ANCB) ;
* de l’ambassade française via son assistance technique auprès du MDGLAAT (Emilie Pellerin) et de l’ANCB (Lucia Barbier, chargée du suivi de la coopération décentralisée).

Au-delà de ce groupe de travail technique, un comité de pilotage plus formel doit voir le jour, probablement sous le double pilotage du MDGLAAT et de l’ANCB. En France, un comité de pilotage en miroir est amené à fonctionner autour du groupe-pays Bénin, élargi au représentants des deux pays (AMEDI et Ambassade du Bénin) ainsi qu’aux associations de collectivités territoriales qui le souhaiteraient. D’autres types d’acteurs pourraient également y être associés (p. ex. quid de l’ouverture aux ONG ?; quid de représentants du secteur privé ?).

**Rose-Marie Saint Germès-Akar** a regretté qu’en 2010 certains maires béninois étaient essentiellement venus avec pour idée de trouver un partenaire européen, alors que l’idée des Assises est d’abord une rencontre entre collectivités partenaires pour faire le bilan, se poser, se situer par rapport à un contexte…

Elle a exprimé sa satisfaction quant à la mobilisation de l’ANCB dès à présent pour la préparation des assises et a rappelé le rôle moteur joué par le chef du service d’action culturelle, Luc Fabre, pour la tenue de ces assises.

* Sur la question de **l’européanisation** – la participation de certaines collectivités européennes aux assises- une première chose sera de demander à l’ANCB un état des lieux des collectivités européennes engagées en coopération décentralisées au Bénin.

La présidente du groupe-pays a tenu à rappeler l’importance des assises qui permettent non seulement d’exercer un certain plaidoyer envers les autorités nationales, mais aussi de dresser des perspectives, d’initier de nouvelles démarches et de rechercher des mutualisations.

Les assises de 2010 ont permis d’apercevoir que la plupart des dynamiques intercommunales étaient nées sous l’impulsion de la coopération décentralisée.

* Dans le contexte français et européen actuel, elle estime que les Assises devront être un moment pour **réinterroger les politiques publiques** qui fondent la coopération décentralisée : quelles apports pour les deux territoires ? De même, certaines collectivités présentes ont souligné l’importance d’avoir des Assises « qui servent concrètement » - ceci peut consister en un **argumentaire illustré de pratiques** ou encore de possibilités de **mutualisation**/ de financements.

**Bernard Lesterlin,** président du groupe d’amitiéparlementaire France-Bénin a mentionné que le Président de l’Assemblée nationale du Bénin était en France mi-juin ; des parlementaires français et de pays d’Afrique de l’ouest organiseront une conférence sur « la coordination de nos législations et la coopération pour la lutte contre le terrorisme ».

Engagé pour le projet de loi sur l’égalité et la citoyenneté en France il a souligné la nécessité de donner une place importante aux jeunes de nos territoires et de nos partenaires dans les projets de coopération décentralisée ; ceci pour favoriser l’engagement citoyen à l’international. Pour lui, ces jeunes pourront opérer comme correspondants des collectivités et faciliteront la communication tout en militant, à leur retour en France, pour la coopération décentralisée.

**Philippe Di Loreto**, quant à lui, a soulevé le fait que la mobilité internationale de « nos » jeunes ne peut se faire au détriment des jeunes africains, instruits et en forte croissance démographique.

**Quentin Courbon**, Délégation pour l’action extérieure des collectivités territoriales, a rappelé, à cet effet, que la DAECT a lancé plusieurs appels à projets « Jeunesse » et que ces appels encouragent la réciprocité (bonifications).

**Arouna Cosme** rappelle l’existence d’un programme national de volontariat au Bénin, mais dont les liens avec l’emploi mériteraient d’être explicités.

* La question de la **réciprocité de services civiques:**
* la place donnée aux jeunes dans nos sociétés et donc aussi dans la coopération internationale avait également été évoqué lors d’une rencontre avec la ville de Guyancourt. Ce thème serait certainement intéressant à creuser lors des Assises.

Les participants, répartis en groupes de travail ont ensuite pu dégager les attentes et idées suivantes pour les Assises :

A quoi doivent servir des Assises ?

* avoir une évaluation de ce qui s’est passé depuis 2010 & situer la coopération décentralisée dans le contexte béninois et européen actuel ;
* avoir des Assises en phase avec les difficultés des collectivités françaises (place de la jeunesse/ développement économique) ;
* rencontrer des partenaires ; faciliter les coordinations ; ⬄ importance de l’européanisation ;
* avoir accès à des exemples « venus d’ailleurs » ;⬄ importance de l’européanisation ;
* repartir sur de nouvelles discussions ;
* tirer des enseignements très pratiques sur la coopération décentralisée ;
* montrer des expériences probantes pour illustrer le fait que la coopération décentralisée sert effectivement les populations locales ;
* montrer que la coopération décentralisée est un outil important pour le développement local ;
* revoir comment les interventions des collectivités françaises se positionnent par rapport aux communes béninoises ;
* voir la réciprocité entre les collectivités béninoises et françaises ;
* aux vues des difficultés que rencontrent les collectivités françaises aujourd’hui, une mise à plat s’avère nécessaire pour redéfinir la coopération décentralisée recentrage ? priorités ?).

**Astrid Frey** a salué l’implication des participants lors de cette séance de travail et a donné rendez-vous à tous le 4 juillet prochain, au 7e Forum de l’Action internationale des collectivités, à Paris, en présence d’une forte délégation béninoise.

***Compte-rendu rédigé par Paul Kammegne***

**Annexe :**

* + Liste des présents et excusés.

**Liste des présents**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Organisme** | **Prénom** | **Nom** | **Fonction** | **E-Mail** |
| **AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE BENIN EN FRANCE** | **Cosme** | **AROUNA** | Ministre conseiller | arounacosme@yahoo.fr |
| **RILLIEUX LA PAPE** | **Marie-France** | **BARTHOLOME** | Chargée de coopération décentralisée  | marie-france.bartholome@rillieuxlapape.fr |
| **VILLEFRANCHE SUR SAONE** | **Nicolas** | **SPINNLER** |

|  |
| --- |
| Responsable du service impliqué dans la coopération  |

 internationale | nspinnler@villefranche.net |
| **MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL** | **Quentin** | **COURBON** | Assistant chargé de mission | quentin.courbon@diplomatie.gouv.fr |
| **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SEINE-EURE** | **Nelly** | **DAVID** | Chargée de communication | Nelly.David@seine-eure.com |
| **GRAND LYON METROPOLE** | **Philippe** | **DI LORETO** | Chef de service de coopération décentralisée | pdiloreto@grandlyon.com |
| **RILLIEUX LA PAPE** | **Rémy** | **FEMINIER** | Responsable Culture | remy.feminier@rillieuxlapape.fr |
| **CITES UNIES FRANCE** | **Astrid** | **FREY** | Chargée de mission | a.frey@cites-unies-france.org |
| **VILLEFRANCHE SUR SAONE** | **Jean-Luc** | **GUENICHON**  | Adjoint au maire | jlguenichon@villefranche.net |
| **CITES UNIES FRANCE** | **Paul** | **KAMMEGNE** | Stagiaire |  |
| **ASSEMBLEE NATIONALE** | **Bernard** | **LESTERLIN** | Député | bernard.lesterlin@orange.fr |
| **PS-EAU**  | **Philippe** | **MOUTON** | Chargé d'étude | mouton@pseau.org |
| **RESACOOP** | **Julien** | **PUISSANT** | Chargé de mission | jpuissant@resacoop.org |
| **CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS DE SEINE** | **Noémie** | **QUERE BONVARLET** | Chargée de programme | nquerebonvarlet@cg92.fr |
| **CONSEIL REGIONAL ALSACE-CHAMPAGNE ARDENNE-LORRAINE** | **Mikael** | **ROUX** | Chargé de coopération décentralisée | mikael.roux@lorraine.eu |
| **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE&****CITES UNIES FRANCE** | **Rose-Marie** | **SAINT GERMES AKAR** | Conseillère déléguée à la coopération décentralisée&Présidente du GP |  rmsgakar@gmail.com |
| **GRAND LYON METROPOLE** | **Max** | **VINCENT** | Vice-président délégué à la coopération décentralisée | maxvincent@grandlyon.com  |

**Liste des excusés**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Organisme** | **Prénom** | **Nom** |  |
| **Orléans** | **Céline** | **Cornier** | ccornier@ville-orleans.fr  |
| **Nantes** | **Johanna**  | **Rolland** | cabinet@mairie-nantes.fr  |
| **Agence Française de Développement** | **Diane** | **Le Roux**  | lerouxd@afd.fr  |

1. Dispensaire Ami des Prisonniers et des Indigents [↑](#footnote-ref-2)
2. Mme Daubignard est médecin généraliste à Lyon [↑](#footnote-ref-3)